

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## **NATIXIS COFICINE**

Société anonyme au capital de 6.251.350 euros  
Siège social : 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS  
552 000 846 RCS PARIS

### **Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 29 avril 2025.**

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIXIS COFICINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle

Risque identifié	Réponse des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Le portefeuille net de prêts et créances à la clientèle de Natixis Coficiné s'élève à 860,8 millions d'euros au 31 décembre 2024. Ces prêts et créances sont évalués en réescompte. Les encours identifiés individuellement comme sensibles, douteux ou contentieux font l'objet d'un provisionnement individuel. Comme indiqué en note 2.D de l'annexe aux comptes, les provisions individuelles sont calculées et déterminées par la direction « à dire d'expert » sur la base d'examins réguliers de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Le risque collectif est appréhendé par une approche statistique fondée sur l'analyse des volumes de pertes historiques du portefeuille de financement qui donne lieu à la comptabilisation d'une provision collective, sur l'ensemble du portefeuille de crédits sains, comme précisé en note 2.E de l'annexe aux comptes.</p> <p>Au regard de la matérialité du portefeuille de prêts et créances à la clientèle dans les états financiers et des zones de jugement de la direction qui interviennent dans la détermination des dépréciations afférentes, nous avons considéré que ces dépréciations constituaient une zone de risque particulière et un point clé de l'audit. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 7,2 M€ pour un encours net de 860,8 M€ au 31 décembre 2024. Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à -629 k€. Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.D, 2.E, 3.3.1 et 3.4.1 à 3.4.3 de l'annexe.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle ou collective.</p> <p>Pour les provisions individuelles, nos travaux ont consisté à apprécier la qualité (i) du dispositif de suivi et d'identification des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, (ii) du processus de revue de crédits, (iii) du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions individuelles.</p> <p>Pour les provisions collectives, nous avons revu la méthodologie appliquée pour déterminer le niveau de provisionnement et nous nous sommes assurés de la permanence de la méthode appliquée dans sa détermination.</p> <p>Nous avons également vérifié que les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note « D – Créances sur établissements de crédit et de la clientèle » des principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIXIS COFICINE par l'assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 1995 pour Deloitte & Associés et par celle du 30 juin 2014 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans la 29<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et Forvis Mazars dans la 10<sup>ème</sup> année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars  
Paul Armel JUNNE

Deloitte & Associés  
Anne-Elisabeth PANNIER

**BILAN au 31/12/2024 - en €**

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, Banque de France, CCP	72	72
Banques & Etablissements de crédit	1 954 159	5 370 263
Crédits à la Clientèle	860 829 152	860 003 783
Portefeuille titres	826 958	826 360
Crédit bail mobilier	7 452 560	7 715 973
Immobilisations	<b>791 568</b>	<b>620 207</b>
Autres actifs	1 549 107	637 924
Comptes de régularisation	1 867 971	2 054 006
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>875 271 548</b>	<b>877 228 587</b>
<b>HORS BILAN - Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	194 033 340	198 558 282
PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Banques & Etablissements de crédits	814 159 301	797 175 466
Opérations avec la clientèle	8 220 403	3 482 959
Autres passifs	2 478 483	2 765 640
Comptes de régularisation	19 848 442	40 598 525
Provisions pour risques et charges	290 685	1 105 562
FRBG et provisions réglementées	3 048 980	3 048 980
Capitaux propres hors FRBG	<b>27 225 254</b>	<b>29 051 456</b>
Capital social	6 251 350	6 251 350
Réserve légale	625 135	625 135
Report à nouveau	11 110 082	11 063 191
Résultat de la période	9 238 687	11 111 780
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>875 271 548</b>	<b>877 228 587</b>
<b>HORS BILAN - Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	267 081 231	258 001 038
Engagements de garantie	622 288	259 904

**COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2024- en €**

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
			valeur	%age
Intérêts, commissions et produits assimilés	54 907 206	52 732 059	2 175 148	4,1 %
Intérêts, commissions et charges assimilées	-31 859 041	-28 536 300	-3 322 741	11,6 %
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3 532 417	3 126 587	405 830	13,0 %
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-3 212 071	-2 887 365	-324 706	11,2 %
Revenus des titres à revenu variable	0	997 481	-997 481	-100,0 %
Autres produits d'exploitation bancaire	122 491	194 611	-72 119	-37,1 %
Autres charges d'exploitation bancaire	-152 852	-237 474	84 621	-35,6 %
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>23 338 150</b>	<b>25 389 598</b>	<b>-2 051 448</b>	<b>-8,1 %</b>
Charges générales d'exploitation	-10 283 838	-10 294 154	10 316	-0,1 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-329 592	-308 181	-21 411	6,9 %
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>12 724 719</b>	<b>14 787 262</b>	<b>-2 062 542</b>	<b>-13,9 %</b>
Coût du risque	-629 089	-37 309	-591 780	1586,2 %
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>12 095 631</b>	<b>14 749 953</b>	<b>-2 654 322</b>	<b>-18,0 %</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-5 003	0	-5 003	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>12 090 627</b>	<b>14 749 953</b>	<b>-2 659 326</b>	<b>-18,0 %</b>
Résultat exceptionnel	-38 074	11 100	-49 174	
Impôt sur les bénéfices	-2 813 866	-3 649 273	835 407	-22,9 %
<b>RESULTAT NET</b>	<b>9 238 687</b>	<b>11 111 780</b>	<b>-1 873 093</b>	<b>-16,9 %</b>

## ANNEXE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié par le règlement n° 2024-03 du 7 juillet 2024 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

### Identité de la société consolidant les comptes de la société

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS Siège social : 30, avenue Mendès France 75013 Paris.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de la société. Elle comporte des éléments d'information complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que pour autant qu'ils aient une importance significative.

Les états financiers de l'annexe sont présentés en euros.

### 1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

### Evénements post clôture

Néant

### 2 Principes, règles et méthodes comptables

La présentation des états financiers au 31 décembre 2024 est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, modifié par le règlement n° 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable, relative aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire.

Le règlement 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciation d'actifs a été appliqué de manière rétrospective pour la première fois en 2005. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée sur les immobilisations d'exploitation.

Le règlement 2015-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 modifie le règlement 2014-03 relatif au Plan Comptable Général suite à la transposition de la Directive européenne 2013/04/UE. Les modifications portent essentiellement sur la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial, et le mali technique de fusion.

L'Autorité des normes comptables (ANC) du 7 juillet 2024 a adopté le règlement n° 2024-03 modifiant plusieurs règlements en vue de les mettre à jour des modifications apportées au plan comptable général par le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers

Les états financiers ont par ailleurs été établis selon les dispositions applicables aux établissements financiers dans le respect des règles de la réglementation bancaire, du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les charges et les produits sont enregistrés prorata temporis. Les produits ou charges constatés d'avance ou à payer sont inscrits au bilan aux comptes de régularisation ou comptes d'ordre.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### A - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des logiciels acquis sont calculés de façon linéaire sur 12 mois à compter de leur date d'utilisation pour les acquisitions antérieures au 01/01/2003. A compter du 01/01/2004, les acquisitions de logiciels d'une valeur supérieure à 15.000 € sont amorties de façon linéaire sur une durée de 3 ans.

## B - Immobilisations corporelles

Il convient de distinguer, les immobilisations propres à l'exploitation de la société des immobilisations louées en crédit bail mobilier, dans le cadre de notre activité financière.

Dans tous les cas les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

### - Immobilisations propres à l'exploitation :

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif pour les biens qui ouvrent droit à ce régime en fonction de la durée probable d'utilisation, dont les principes sont les suivants :

. Constructions	
- Fondations	45 ans
- Façades	25 ans
- Couvertures	30 ans
- Equipements techniques	15 ans
- Aménagements intérieurs	10 ans
- Matériel de transport,	3 à 5 ans
- Mobilier (neuf)	10 ans
- Matériel (neuf)	2 à 5 ans
- Mobilier et matériel d'occasion	1 à 3 ans

### - Immobilisations destinées à la location avec option d'achat (crédit bail mobilier) :

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Pour tous les dossiers de crédit bail, l'amortissement fiscal retenu est égal à l'amortissement financier des contrats.

La valeur nette des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

La dotation minimum aux amortissements lie la valeur nette comptable des immobilisations à l'encours financier des contrats. La dotation supérieure à ce minimum constitue une réserve latente. Si cette dernière s'avère négative, une provision est inscrite dans les comptes.

Les immobilisations temporairement non louées (ITNL) consécutives à une défaillance de l'emprunteur sont en cours de récupérations pour leur revente future et sont maintenues à l'actif du bilan jusqu'à leur revente. Elles sont enregistrées à leur valeur nette comptable au moment de la rupture du contrat. Lorsque leur valeur d'évaluation fait apparaître une valeur inférieure à la valeur nette comptable, il est comptabilisé une dépréciation d'actif.

## C - Portefeuille de titres.

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles Natixis dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de Natixis Coficiné.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation. La dépréciation se fait par voie de provision dès lors que leur valeur d'utilité ou valeur estimative est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de différents critères tels que : la quote-part de la situation nette éventuellement corrigée des plus ou moins values latentes sur actif ou, de leur valeur de rentabilité.

### ***Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :***

- les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;
- les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;
- les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :

- en produit net bancaire pour les titres de placement,
- en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,
- en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

## **D - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Une distinction est opérée entre les crédits sains et les crédits douteux. Le règlement CRC 2002-03 prévoit le classement des créances en quatre catégories : créances saines, créances douteuses ordinaires, créances douteuses compromises et créances restructurées.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis Coficiné de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur

Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis Coficiné lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

## **Dépréciations individualisées**

Lorsqu'il survient un risque de non-recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciation de créances douteuses ou pour risques sont dotées au compte de résultat.

Les provisions sont déterminées par la Direction Générale sur la base : d'examen périodiques de la situation du risque client ou du projet, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour l'appréciation de ces provisions il est tenu compte des garanties bancaires attachées à ces créances.

La charge nette de l'exercice au titre de ces risques est inscrite en compte de résultat au poste " Coût du risque ".

L'existence d'intérêts échus impayés depuis plus de trois mois donne lieu au déclassement en créances douteuses non compromises de tous les concours de crédits afférents au client considéré et au provisionnement à 100 % des intérêts impayés. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur. En application de la réglementation bancaire :



- les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés sous cette rubrique lors de leur encaissement ;
- les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également dépréciés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement ;
- par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Les dotations et reprises de dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses enregistrées dans le PNB.

Provisions pour dépréciation d'actif :

- les dépréciations sur créances et toutes autres provisions affectées à des actifs sont inscrites en déduction des postes d'actif concernés.
- Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties).
- Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

### **Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement**

Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires.

Des portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués et inclus dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective. Le provisionnement du risque collectif se base sur des combinaisons d'indices propres au secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, etc.).

### **Opérations de crédit bail**

Les opérations de crédit bail sont classées dans une rubrique spécifique pour leur encours déterminé selon les principes de la comptabilité financière.

### **Opérations de hors bilan**

Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie " Engagements de financement ".

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent les ouvertures de crédits confirmés autres que des établissements de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit.

## **E - Provisions**

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sur engagement par signature ou sur litiges figurent en provisions pour risques et charges, elles couvrent les risques identifiés par la société dès lors que le risque est certain ou probable. En effet, leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions au passif concernent les engagements sociaux et les dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement.

## **F - Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## **G - Dettes subordonnées**

Le poste est de 0 € à fin 2024.

## **H - Créances, dettes et engagements libellés en devises**

Les créances, dettes et engagements libellés en devises sont valorisés à chaque arrêté et à la clôture de l'exercice aux cours indicatifs de la Banque de France. Les gains et pertes de change résultant de cette évaluation, qu'ils soient latents ou réalisés, sont comptabilisés au compte de résultat.

## **I - Passif éventuel**

Aucun passif éventuel n'est à signaler.

## **J - Fonds pour Risques Bancaires Généraux " F.R.B.G " :**

Le fonds pour risques bancaires généraux est doté sur décision des dirigeants, en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas il ne couvre des risques identifiés, lesquels font l'objet de provisions spécifiques. Les dotations au FRBG ont supporté l'impôt car celles-ci ne sont pas déductibles fiscalement.

## **K - Impôts sur les sociétés et fiscalité latente**

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 % ; depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation à l'impôt sur les sociétés d'une quote-part de frais et charges de 12 % sur le montant des plus-values brutes, soit un taux effectif de 4,13 %. S'y ajoute :

- o une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ;

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés à hauteur de 99 %.

La charge d'impôts inclut l'impôt dû au titre de l'exercice et la contribution sociale, exception faite de l'IFA passé en charge du compte d'exploitation.

Le montant des charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés se monte en 2024 à 15,9 K€.

La fiscalité latente est constituée de réintégrations temporaires dont l'impôt est supporté l'année du paiement.

## **L - Refinancement**

La quasi-totalité de notre refinancement est assuré par NATIXIS conformément aux décisions de comité des filiales par découvert ou tirages sur le marché.

Les facilités de lignes sont révisées, sauf besoin particulier ou urgence de la demande, tous les ans.

## **M - Avantages du personnel**

Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés par Natixis Coficiné. Le montant de la provision comptabilisée au bilan et la charge annuelle comptabilisée en frais de personnel.

## **N - Changement de méthode**

Aucun changement de méthode comptable n'a eu d'impact sur les comptes de l'exercice 2024.

O - Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts, taxes et contributions réglementaires » parmi les autres charges d'exploitation

Aucune contribution au FRU n'a été versée au titre de l'exercice 2024.

Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 341 329,13 au 31 décembre 2024.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS  
En Euros

3 - Etat des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2024	Amortissements ou dépréciations	Valeur nette au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	2 121 715	1 819 465	302 250
Terrain et construction	413 583	17 604	395 979
Autres immobilisations corporelles	190 419	97 080	93 340
Immobilisations crédit bail	14 121 530	6 670 398	7 451 132
Portefeuille titres	826 958	0	826 958

3.1 - Détail des immobilisations	Valeur brute au 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	2 877 705		755 990	2 121 715
Droits licences	0			0
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	462 456	413 583	462 456	413 583
Constructions sur sol d'autrui	337 460	92 374	239 415	190 419
Autres immobilisations corporelles				
Total immobilisations corporelles	799 916	505 957	701 871	604 002
<b>Immobilisations propres à l'exploitation</b>	<b>3 677 621</b>	<b>505 957</b>	<b>1 457 861</b>	<b>2 725 717</b>
Immobilisations Crédit-bail				
Crédit bail mobilier	12 631 334	2 961 948	1 471 753	14 121 530
<b>Immobilisations crédit bail</b>	<b>12 631 334</b>	<b>2 961 948</b>	<b>1 471 753</b>	<b>14 121 530</b>

Immobilisations Financières	Valeur brute au 31/12/2023	Entrées 2024	Sorties 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Participations	826 360	598		826 958
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>826 360</b>	<b>598</b>	<b>0</b>	<b>826 958</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>17 135 315</b>	<b>3 468 503</b>	<b>2 929 614</b>	<b>17 674 205</b>

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS  
En Euros

3.2 - Détail des amortissements	Amortis. cumulés au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortis. cumulés au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	2 273 208	302 247	755 990	1 819 465
Immobilisations corporelles				
Constructions	457 809	18 093	458 297	17 604
Autres immobilisations	326 398	9 252	238 570	97 080
Immobilisations louées - Crédit bail	4 915 362	3 212 071	1 457 035	6 670 398
<b>Total des amortissements</b>	<b>7 972 776</b>	<b>3 541 664</b>	<b>2 909 893</b>	<b>8 604 546</b>

3.3.1 ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (en euros)

	Provisions au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Provisions au 31/12/2024
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques clients	833 017		833 017	0
Provision pour indemnités de fin de carrière	272 545	0	13 209	259 336
Provision pour médaille du travail	26 705 *	4 645		31 349
Sous total	<b>1 132 267</b>	<b>4 645</b>	<b>846 226</b>	<b>290 685</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>				
Sur créances	5969 141	3 433 752	2 855 730	6547163
Sur créances rattachées	757 220	230 281	320 113	667 389
Sous total	<b>6 726 361</b>	<b>3 664 034</b>	<b>3 175 843</b>	<b>7 214 552</b>
<b>Totaux</b>	<b>7 858 628</b>	<b>3668 678</b>	<b>4 022 069</b>	<b>7 505 237</b>
* Ce poste était en compte de régularisation en 2023 et a été reclassé en provisions pour risques et charges en 2024				

<b>Coût du risque</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>
Provision pour dépréciation	3 433 752	2 856 730
Provision pour risques	0	866 017
Pertes couvertes par des provisions	893 673	
Pertes et Produits sur créances		9 589
<b>Totaux</b>	<b>4 327 425</b>	<b>3 698 336</b>
	<b>629 089</b>	

3.3.2 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) (en euros)

	Provisions au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Provisions au 31/12/2024
Provision F.R.B.G	3 048 980			3 048 980
La dotation au FRBG a supporté l'impôt				

3.4.1 VENTILATION DES CREANCES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

	Encours Brut	D<=3 mois	3 m<D<= 1 a	1 a <D<= 5 a	Plus 5 ans	Dépréciation	Total Au 31/12/2024	Total Au 31/12/23
Créances sur les établissements de crédit et les banques	1 954 159	1 954 159					1 954 159	5 370 263
Crédits à la clientèle	838 519 24		243 134 92	485 038 53			838 519 24	845 610 79
	4	72 689 314	3	5	37 656 472		4	5
Créances rattachées	736 859	736 859					736 859	1 028 995
Créances sur opérations de crédit bail - encours financier	7 385 425	2 092	521 376	6 720 964	140 993		7 385 425	7 381 109
Créances rattachées	0						0	0
Créances douteuses	28 118 285	5 697 277	2 561 700	16 580 864	3 278 444	-6 547 163	21 571 122	13 352 310
Créances douteuses rattachées	669 316	669 316				-667 389	1 927	11 683
Créances douteuses sur crédit bail	59 243	59 243	59 243				118 486	329 022
Créances rattachées	0						0	0

3.4.2 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/24
Crédits à la clientèle (y compris l'encours financier de crédit bail)	424 848 093	348 884 104	42 101 138	19 520 551	10 550 784	845 904 670
Créances douteuses Valeur brute	8 684 689	12 991 383	3 812 523	1 418 362	1 270 569	28 177 526
	433 532 782	361 875 487	45 913 661	20 938 913	11 821 353	874 082 196

**3.4.3 VENTILATION DES CREANCES SELON LE SECTEUR GEOGRAPHIQUE**

	France	Belgique + Luxembourg	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinaves	USA + Canada + Australie	Total au 31/12/24
Crédits à la clientèle	542 468 797	7 826 811	53 641 290	196 773 640	25 350 818	5 063 671	14 779 643	845 904 670
Créances douteuses	24 740 617	34 089	2 767 891		472 677	162 252		28 177 526
Valeur brute	567 209 414	7 860 900	56 409 181	196 773 640	25 823 495	5 225 923	14 779 643	874 082 196

**3.4.4 VENTILATION DES DETTES SELON LEUR DUREE RESIDUELLE**

	A 1 an au plus	1 a <D<= 5 ans	Plus 5 ans	Total Au 31/12/2024	Total Au 31/12/2023
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits</b>					
découvert bancaire autorisé	49 157 548			49 157 548	37 076 007
tirages à terme	726 837 284	27 000 000	7 000 000	760 837 284	755 512 977
intérêts courus à payer	4 164 469			4 164 469	4 586 481
	780 159 301	27 000 000	7 000 000	814 159 301	797 175 466

**3.5.1 AUTRES ACTIFS & PASSIFS**

	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Autres Actifs	Autres Passifs	Autres Actifs	Autres Passifs
Dépôts de garantie versés	520 602		443 721	
Avance fournisseurs	54 183		8 486	
Etat - Impôts sociétés	836 380		153 145	
Etat - Crédit de TVA	0		22 249	
Débiteurs divers	137 943		10 323	
Provision charges à payer				
Personnel et comptes rattachés		2 257 588		2 454 672
Etat - Impôts société		0		0
Provision taxes à payer		6 904		55 339
Etat - TVA		37 636		
Créditeurs divers		176 355		255 629
<b>Total</b>	<b>1 549 107</b>	<b>2 478 483</b>	<b>637 924</b>	<b>2 765 640</b>

**3.5.2 COMPTES DE REGULARISATION**

	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits à recevoir				
Intérêts courus	1 712 104		1 813 531	
Prestation à MCI	132 019		59 480	
Autres produits à recevoir				
Charges et produits constatés d'avance				
Autres achats et charges externes	23 849		180 995	
Produits opérations clientèle		16 964 016		37 772 638
Charges à payer		2 884 426		2 799 182
<b>Total</b>	<b>1 867 971</b>	<b>19 848 442</b>	<b>2 054 006</b>	<b>40 571 820</b>

**3.5.3 ENTREPRISES LIEES**

	Montant brut au 31/12/2024	Montant brut au 31/12/2023
Immobilisations financières		
Participations	823 118	823 118
<b>Créances</b>		
Banques et établissements de crédits	1 954 159	5 370 263
Créance d'intégration fiscale	836 380	153 145
Autres débiteurs	142 320	59 480
<b>Dettes</b>		
Banques et établissements de crédits	814 027 656	792 588 984
Intérêts courus à payer	131 645	142 861
Autres créditeurs	0	20 998
<b>Produits d'exploitation</b>		
Produits accessoires	76 648	59 480
Produits des filiales (dividendes)	0	997 481
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>		
Intérêts sur opérations de trésorerie	30 150 809	26 627 107
Services bancaires	17 884	18 237
<b>Charges d'exploitation non bancaire</b>		
<b>Services extérieurs</b>	416 862	441 596

Identité des entreprises liées

**NATIXIS 30, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris**  
 MEDIASTONE PARTNERS 5-7, rue de Monttessuy 75007 Paris  
 FMCA 42, Av Raymond Poincaré, 75116 Paris

SIREN Paris 542 044 524  
 SIREN Paris 349 140 962  
 SIREN Paris 413 826 801

Notre société est consolidée par intégration globale dans les comptes de NATIXIS

**3.5.4 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

	Montant au 31/12/2024
Produits des opérations avec la clientèle	
Intérêts et commissions	55 172 414
Opérations de crédit bail - loyers	3 532 417
Produits divers	122 048
Total	58 826 879

**3.5.5 VENTILATION DES FRAIS DE PERSONNEL**

	Montant au 31/12/2024
Salaires et traitements	3 323 189
Autres charges sociales	21 828
Provision sur salaires à payer	1 146 287
Charges sociales	1 813 814
Charges sur salaires à payer	206 417
	6 511 533
Intéressement et participation	9 344
Provision Intéressement à payer	386 853
Provision participation des salariés à payer	176 465
Impôts et taxes sur rémunérations	416 562
Provisions Impôts et taxes sur rémunérations à payer	100 328
Total	7 601 085

### 3.5.6 IMPOTS ET TAXES

	Montant au 31/12/2024
CFE et CVAE	85 092
Contribution sociale de solidarité	59 561
Autres impôts	67 329
Total	211 982

### 4.1 ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'analyse selon les secteurs d'activité des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	Cinéma	Audiovisuel	Exploitation salles de cinéma	Industrie technique	Industrie Culturelle	Total au 31/12/2024	Total au 31/12/2023
Clientèle - Cautions et avals	0	622 288				622 288	259 904
Ouverture de crédits à la clientèle	125 587 495	138 854 838	193 182	0	2 445 715	267 081 230	258 001 037
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits utilisés	105 552 439	30 295 911	6 429 717	4 548 352	3 278 893	150 105 312	163 132 886
Clientèle - cautions bancaires reçues sur ouvertures de crédits	28 568 303	15 052 724	0	0	307 002	43 928 029	35 425 396

L'analyse selon les secteurs géographique des engagements hors-bilan se détaille comme suit :

	France	Belgique + Luxembourg	Italie	Angleterre	Autres pays européens	Pays Scandinaves	USA + Canada + Australie	Total au 31/12/2024
Clientèle - Cautions et avals	-		622 288					622 288
Ouverture de crédits à la clientèle	189 297 483	2 138 122	11 342 504	41 255 108	20 985 155	457 612	1 605 246	267 081 230
Clientèle - cautions bancaires reçues sur crédits	118 034 324	3 374 979	27 405 370	0	90 750	1 197 506	2 383	150 105 312
Clientèle - cautions bancaires reçues sur	38 638 150	734 482	4 242 304	0	0	190 376	122 717	43 928 029

### 4.2 ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

	Base	Actif d'impôt
Provision à fiscalité différée	4 182 922	1 080 449

### 4.3.1 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différente catégorie de titres	A la clôture de l'exercice	Nombre de titres		Valeurs nominales
		Créés en 2023	Remboursés en 2023	
Actions ordinaires	125 027	-	-	50 €
Droits de vote attachés	125 027			

### 4.3.2 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Montant à l'ouverture de l'exercice	2024	2023
Capital au 1 <sup>er</sup> janvier	6 251 350	6 251 350
Réserves au 1 <sup>er</sup> janvier	625 135	625 135
Report à nouveau au 1 <sup>er</sup> janvier	11 063 191	11 016 040
Distribution de dividende	11 064 890	10 689 809
Montant à la clôture de l'exercice	2024	2023
Capital au 31 décembre	6 251 350	6 251 350
Réserves au 31 décembre	625 135	625 135
Report à nouveau au 31 décembre	11 110 082	11 063 191

### 4.4.1 REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément à la Loi, il est indiqué le montant global de toutes rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2023

Didier Courtois-Duverger	Administrateur Président	Montant global  509 533 €
Isabelle Terrel	Administrateur DG	
Florence Brieu	Administrateur	
Georges Eric de la Brunière	Administrateur	
Jean Yves Forel	Administrateur	
Elisabeth de Gaulle	Administrateur	
Mohamed Kallala	Administrateur	
Jean-Pierre Levayer	Administrateur	

Il est précisé qu'il n'y a aucune option de souscription d'actions en cours

4.4.2 REMUNERATIONS GLOBALES VERSEES AUX ORGANES DE DIRECTION

Montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées 1 429 509 €

4.5 AVANCES AUX DIRIGEANTS

Conformément à l'article L. 225-43 du nouveau Code de Commerce, aucune avance ou crédit n'a été allouée aux dirigeants de la société

4.6 VENTILATION DE L'EFFECTIF

Cadres	38
Non-cadres	4
	42

4.7 AFFECTATION DES RESULTATS

Il a été proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de la façon suivante :

Affectation	Résultat 2024 Bénéfice	9 238 687,22 €
	Report à nouveau	11 110 081,74 €
		20 348 768,96 €
	Dividendes 73,50 euros par action	9 189 484,50 €
	Report à nouveau	11 159 284,46 €
		20 348 768,96 €



## 4.8 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation		capital	Réserves et R.A.N avant affectation	Quote- part %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances en valeur nette	Montant des cautions et avals donnés	C.A. H. T du dernier exercice	bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés	Observations
<b>1. Renseignements détaillés</b> <b>A. Filiales</b> (+ de 50 % du capital détenu) Médiastone Partners (ex MCI) 5-7, rue de Monttessuy 75007 PARIS SIREN 349 140 962	SA	840 000	458 484	99,99 %	800 266	800 266	-	-	792 172	-621 560	0	Bilan au 31/12/2024
Film & Média Collecting Agency <b>FMCA</b> 42, Av Raymond Poincaré, 75116 Paris SIREN 413 826 801 <b>B. Participations</b> (10 à 50 % du capital détenu) <b>2. Autres participations</b> Dans des Sociétés françaises	SAS	38 125	17 921	59,96 %	22 852	22 852	-	-	8 167	-13 678	0	Bilan au 31/12/2024

**Affectation du résultat**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable d'un montant de 9.238.687,22 euros, augmenté du report à nouveau de 11.110.081,74 euros, soit la somme de 20.348.768,96 euros, comme suit :

Bénéfice net comptable	9.238.687,22 €
Report à nouveau	11.110.081,74 €
<b>Total</b>	<b>20.348.768,96 €</b>
<b>Affectation :</b>	
Dividendes	9.189.484,50 €
Report à nouveau	11.159.284,46 €
<b>Total</b>	<b>20.348.768,96 €</b>

L'assemblée générale constate que le dividende net par action proposé est de 73,50 €.

Par ailleurs, l'assemblée générale prend acte des sommes distribuées à titre de dividendes, au cours des trois précédents exercices :

EXERCICE	DIVIDENDE NET PAR ACTION (*)	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2021	71.00 €	8 876 917,00 €
2022	85.50 €	10 689 808,50 €
2023	88.50 €	11 064 889.50 €

(\*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3.2° du code général des impôts.

(...)

Pour extrait certifié conforme,  
Sébastien Garnier

**Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.